

avons tous signalé l'épuisement de nos ressources. On se borne en retour à amoindrir le rôle des pêches. Je n'y comprends rien.

Je comprends facilement la nécessité de mesures spéciales en ce qui concerne l'environnement. Il n'y a personne d'assez sot pour nier à la Chambre des communes l'importance d'initiatives spéciales pour remédier à la pollution et protéger tout notre milieu de vie. Alors que nous créons de nouveaux ministres d'État chargés des affaires urbaines et de la situation de la femme, ou quoi que ce soit du genre, pourquoi supprimer les pêches? J'aimerais que le ministre me dise honnêtement si les pêches auront la moindre position dans le gouvernement fédéral si ce bill prend force de loi. Je prétends qu'elles n'en auront pratiquement aucune.

Nous avons reçu aujourd'hui des représentants de la Frozen Fish Trades Association concernant la diminution de nos ressources. Nous sommes fort inquiets de l'état actuel de nos pêcheries atlantiques. Environ un quart de notre population dépend directement de la pêche et quelque 20,000 pêcheurs vivent de cette richesse. Si on multiplie ce nombre par celui des familles que font vivre ces pêcheurs, on arrive à la conclusion qu'un quart de notre population est directement touché. Dans ma province, aucune industrie n'intéresse autant de gens que la pêche. Une partie importante de la population de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick dépendent de la pêche. A Terre-Neuve, l'exportation du poisson vient au troisième rang de toutes les exportations de cette province. Je ne vois pas comment notre économie peut survivre sans qu'on fasse un effort spécial pour protéger à long terme cette ressource.

Il y a quelques années, les spécialistes du poisson nous ont informés que l'aiglefin devient plus rare sur le banc Georges. On a donc dû provisoirement interdire la pêche dans cette zone. Des représentants des commerces du poisson qui ont comparu aujourd'hui devant le comité nous ont avisés, ce que n'ont pas nié les scientifiques présents, que le nombre d'aiglefins sur le banc Georges a tellement diminué qu'il était impossible à l'espèce de se reproduire assez abondamment. En d'autres termes, avant que le ministère des Pêches sous la direction du ministre ait imposé des quotas ou ait pris des mesures correctives, les bancs de poissons étaient épuisés. Les représentants de la Fish Trades Association ont déclaré au comité qu'en 1961-1962-1963 les Russes avaient déclaré une guerre navale aux bancs d'aiglefins.

L'hon. M. Davis: 1961-1962.

M. Lundrigan: Le ministre a raison. C'était en 1961-1962. Nous avions les plus riches ressources d'aiglefin au monde et elles sont aujourd'hui presque totalement épuisées au cap Flemish à l'est du Grand Banc. Voilà ce qu'il est advenu de nos ressources.

Nous avons des pêcheries au Labrador. Malheureusement, nous n'avons pas ici à la Chambre des cartes, des croquis et des crayons pour préciser cela aux députés qui ne connaissent pas les pêcheries du Labrador. Cette zone de pêche s'étend sur près de 100,000 milles carrés à l'est

(M. Lundrigan.)

du Québec et au nord-ouest de Terre-Neuve. C'est l'une des grandes zones de pêche. Plusieurs centaines de familles quittaient Terre-Neuve avec leurs agrès pendant la saison et débarquaient au Labrador. Parfois ils pêchaient à bord de leurs goélettes. Ils pêchaient au large du Labrador sur les réserves alimentées par le Banc d'Inlet Hamilton. Cette zone s'étend sur 250 milles au large du Labrador. La zone de la baie Groswater était l'une des principales frayères des pêcheries du Labrador. Chaque année, les poissons arrivaient en même temps que les courants chauds. Ils remontaient les rivages du Labrador et les pêcheurs pouvaient effectuer de grosses prises en pêchant du bord.

• (8.40 p.m.)

La campagne la plus intensive de l'histoire des pêcheries du Banc d'Inlet Hamilton s'est déroulée en 1968. Le grand coupable en fut l'Union soviétique. Cette année-là, un milliard de livres de poisson furent prises au large du Banc d'Inlet Hamilton dont un quart par l'Union soviétique. Je voudrais donner aux députés un exemple de la quantité de poisson que cela représente exactement. Dans ma circonscription, la plus grande poissonnerie est située à Twillingate. Elle emploie 350 ouvriers au plus fort de la saison. La quantité de poisson qui a été prise en 1968 au large du Banc d'Inlet Hamilton aurait suffi à maintenir cette usine en activité pendant 100 ans. A cause de cela, les pêcheries du Labrador ont été totalement épuisées. Le ministre des Pêches le sait. Je vais vous donner un exemple de l'efficacité de notre personnel et de nos installations de recherche. Il a fallu trois ans à nos chercheurs du ministère fédéral des Pêches pour conclure que les pêcheries de saumon du Banc d'Inlet Hamilton étaient en voie d'épuisement. Comme la plupart des scientifiques, l'attitude des chercheurs en matière de pêche est d'obtenir une précision de .05 et une corrélation positive. Ils doivent tout définir au point d'éliminer toute possibilité qu'un million d'entre eux se trompent avant qu'ils en arrivent à une conclusion. Je le répète, avec ce genre de réaction de la part de nos chercheurs, nous pêcheries disparaissent.

On se demande peut-être pourquoi je parle des pêcheries du Labrador. C'est sans doute de la sentimentalité de ma part, j'imagine, parce que c'est l'époque d'habitude des préparatifs pour la pêche au Labrador, et il semble maintenant qu'il n'y aura pas de pêche cette année. On va laisser les installations, les bateaux, les agrès, et le reste se déformer, se détériorer et disparaître parce que les pêcheurs ne pêcheront plus. L'Union soviétique est en train d'épuiser les pêcheries du Labrador sous le nez même du ministère des Pêches. Le gouvernement fédéral ne répond pas pleinement aux besoins de ces pêcheries. La preuve en est que le ministère des Pêches va être englobé dans le ministère de l'Environnement.

Il ne répond pas non plus aux besoins en prenant des initiatives auprès des gouvernements étrangers. Le premier ministre visite l'Union soviétique en ce moment. En octobre dernier, nous lui avons demandé de soulever la question des pêcheries lorsqu'il s'y rendrait. Mais le sujet est bien trop terre à terre pour le premier ministre du Canada. C'est un véritable problème qui touche des gens en chair et en os, mais le premier ministre n'a pas le